

CONFERENCE INFOS

Comprendre les "développements informationnels"

Réflexion sur les principales questions de la recherche

Rapport de l'atelier de l'UNRISD
26–27 septembre 2003, Genève

Ce document est la traduction en français de la publication de l'UNRISD *Understanding "Informational Developments": A Reflection on Key Research Issues* (Conference News, UNRISD/CN15/05/1, November 2005). La version française n'est pas une publication formelle de l'UNRISD.

Table des matières

Analyse des discours actuels
Le discours du SMSI dans le contexte du développement social
Thème de discussion I: L'indigence de la recherche
Thème de discussion II: Développement informationnel et économie
Thème de discussion III: Le potentiel politique
Vers des recherches qui aient un sens
Conclusions
Programme
Participants

Introduction

Cet atelier a rassemblé des universitaires de diverses disciplines, des chercheurs travaillant avec la société civile et des spécialistes du sujet venant d'organisations donatrices et multilatérales pour qu'ensemble ils relèvent les principales questions concernant la recherche réalisée sur "les développements informationnels" et la politique de développement. Les thèmes essentiels des recherches et les idées de recherches futures ont été discutés à la lumière de la façon dont les conclusions de la recherche étaient utilisées dans la préparation de la première session du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), qui allait avoir lieu prochainement à Genève les 10–12 décembre 2003, et dans les autres enceintes où il était question de la technologie de l'information et de la communication (TIC) mondiale et de la politique de développement.

L'objet de l'atelier, défini au cours d'échanges avant qu'il ne commence, reposait sur la reconnaissance de plusieurs facteurs. Il est important de se demander si les développements informationnels provoquent une transformation profonde des relations économiques et sociales. Parallèlement, et presque indépendamment de la réponse à cette question, le discours de la "société de l'information" a pris de l'importance en soi, qui tient en partie à la perception de l'ampleur de la "révolution" de l'information—et si les dirigeants du monde parlent d'une révolution sans précédent, cette perception est significative en soi. Plus concrètement, le rôle de la société de l'information comme facteur sérieusement pris en compte dans l'élaboration de la politique de développement, comme on l'a vu dans le Groupe des 8 (G8), au SMSI et dans le Groupe spécial des Nations Unies sur les TIC, a d'importantes répercussions pratiques sur la planification, la mise en œuvre et la budgétisation de l'aide au développement. Ce qui est moins clair, c'est la façon dont ces facteurs se combinent et s'influencent mutuellement. Logiquement, ils devraient être étroitement liés et s'informer mutuellement, mais ces rapports sont loin d'être transparents. Le programme de l'atelier a été établi en fonction de deux convictions: d'une part, qu'il est nécessaire de porter un regard critique sur chaque facteur et de voir s'ils sont liés et de quelle façon, et, d'autre part, que la théorie et les recherches empiriques peuvent éclairer les changements qui se produisent et les choix qui en résultent pour les acteurs du développement.

Il est vital de se demander comment les intellectuels devraient répondre aux besoins en matière de développement mais la réponse est loin d'être simple. Plusieurs facteurs la compliquent. La "société de l'information" est un espace *politique*. L'évolution des rapports sociaux de production et de reproduction trouve toujours une résonance en politique. La politique s'emploie notamment à orienter la manière dont les changements sont étudiés, débattus et compris, autrement dit les forces politiques se disputent le contrôle du discours. La "société de l'information" est un espace *contesté*. Certains prétendent qu'elle n'existe pas, soit parce qu'ils ne perçoivent pas comme importants les changements liés à l'information, soit, comme Manuel Castells, l'auteur de "L'ère de l'information"¹, l'analyse sociologique la plus exhaustive et la plus citée

¹ Voir Manuel Castells, *L'ère de l'information* (Tome I: *La Société en réseaux*, Editions Fayard 1998; Tome II: *Le Pouvoir de l'identité*, Editions Fayard 1999; Tome III: *Fin de Millénaire*, Editions Fayard 1999. On trouvera un excellent résumé de sa pensée d'alors dans *Information Technology, Globalization and Social Development*. Document de discussion No. 114, UNRISD, Genève, 1999,

sur ce sujet, parce que la "société de l'information" leur apparaît comme une manière erronée de conceptualiser ou de décrire ce qui se passe. D'autres posent des propositions extravagantes sur l'ampleur, le rythme du changement et les possibilités qu'il offre, parfois avec des arrière-pensées politiques ou commerciales. Il est quelquefois difficile de détailler les aspects positifs d'un développement possible sans donner l'impression de faire de la propagande. Et la "société de l'information" est un espace qui prête à *confusion*: des expressions telles que celles de "révolution des TIC" (qui suppose un processus entraîné par la technologie), d'"économie du savoir" et de "société en réseaux" sont souvent employées dans un sens assez éloigné de celui qu'elles avaient à l'origine ou sans que l'on fasse entre elles les distinctions qui s'imposent.

Lors de la préparation de cet atelier de l'UNRISD, il a fallu s'entendre sur une approche conceptuelle permettant d'étudier le sujet sous ses multiples angles sans marquer de préférence préconçue pour l'un d'entre eux. Une notion est commune à toutes les manières d'aborder le sujet: aux adversaires et partisans de la thèse de la révolution, à ceux qui voient dans la technologie le moteur du changement et à ceux qui l'attribuent à des facteurs sociaux ou économiques, à ceux qui perçoivent des tendances communes dans le monde entier et à ceux qui s'intéressent surtout aux particularités locales. Tous admettent que l'information est traitée et, parfois du moins, utilisée de manières nouvelles. Si l'on pose cela et appelle "développements informationnels"² ces manières nouvelles de traiter et d'utiliser l'information (qui englobent manifestement sa communication, sa réception et la réaction en retour, son adaptation et sa réutilisation), on est devant un phénomène brut, dont la nature et l'impact peuvent être l'objet d'étude et de discussion. Manifestement, des développements informationnels se produisent. Ils sont façonnés par des processus sociopolitiques, économiques, culturels et technologiques qu'ils façonnent à leur tour. Une étude des développements informationnels, des formes différentes qu'ils prennent selon les contextes et de la manière dont ils aboutissent à une action pour le changement devrait permettre, une fois qu'on aura reconnu ce que l'on ignore d'eux, de comprendre le discours actuel avec toute la distance nécessaire et de déterminer en quoi le travail intellectuel peut aider à dégager les options de développement et à opérer un choix entre elles.

Les discussions de l'atelier se sont organisées autour de trois documents de travail écrits par Mike Powell, Tommi Inkinen et Cees Hamelink sur les discours actuels, les recherches déjà faites et le SMSI, respectivement. Les participants ont exposé brièvement (verbalement ou par écrit) sur ce qu'ils percevaient comme les questions essentielles. Dans les grandes lignes, le programme a été établi de manière à commencer par une analyse critique des travaux existants sur le sujet pour passer ensuite aux questions sur lesquelles devraient porter les recherches futures. En gros, ce programme linéaire a été suivi, même si les discussions, qui ont examiné le sujet sous tous ses aspects, s'en sont parfois un peu écartées. De son côté, le présent rapport, qui vise à résumer pour le lecteur les échanges auxquels l'atelier a donné lieu, suit le fil de la discussion plutôt que le programme de la réunion.

document que M. Castells a présenté en 1998 à la Conférence de l'UNRISD sur les technologies de l'information et le développement social.

² Cees J. Hamelink. 2003. "Human rights for the information society." In Bruce Girard et Seán Ó Siochru (éds.), *Communicating in the Information Society*. UNRISD, Genève, p. 123.

Analyse des discours actuels

Conditions de la recherche et du débat

Même la meilleure des recherches n'a que peu d'utilité si elle n'est pas lue et utilisée. De même, chacun doit pouvoir identifier l'information qui, dans sa forme et son contenu, répond à ses besoins, et y accéder. Ces deux processus seraient facilités si l'information était organisée et signalisée. Dans le document qu'il a écrit pour l'atelier, Mike Powell a montré que, s'agissant des développements informationnels, l'environnement, tant institutionnel qu'universitaire, est chaotique, pour des raisons diverses, de même que les liens entre eux.³ La recherche universitaire, a-t-il fait observer, n'a pas non plus les mêmes exigences que celle d'un institut comme l'UNRISD, qui a pour mission d'effectuer des recherches que les milieux du développement puissent utiliser.

Discours des institutions

Il a été longtemps difficile d'attirer l'attention des politiques sur les questions générales des changements liés à l'information. Aujourd'hui encore, la plupart des gouvernements et des grandes organisations de développement ne font guère voire aucune distinction entre les TIC et des développements informationnels plus généraux. Aussi, jusqu'à la fin des années 90, ont-ils eu tendance à laisser toutes les questions relatives au changement informationnel, y compris les changements sociaux et organisationnels, à leurs experts internes en TIC. Les organisations qui ont été les premières à reconnaître l'importance politique des questions liées aux TIC ont eu tendance à voir là un domaine dans lequel elles pouvaient l'emporter sur d'autres organisations, ce qui exigeait d'elles qu'elles deviennent expertes sur le sujet plutôt que simples participants d'un processus collectif d'apprentissage et de développement.

La notion a commencé à se répandre qu'une révolution était en cours, mais une révolution que les autorités pouvaient "gérer" au nom de la société, et non un processus social comme toutes les autres révolutions de l'histoire. Cette approche autoritaire s'est caractérisée par une importance excessive attachée aux solutions techniques nécessaires et par l'idée erronée que de telles solutions ne pouvaient provenir que du secteur privé. Or, dans ce contexte, le secteur privé, étant essentiellement les sociétés multinationales, qui avaient les moyens de participer aux multiples processus consultatifs où s'élaborait la politique mondiale.

Le rôle, par exemple, des petites entreprises et des micro-entreprises, des acteurs sociaux et des artistes dans l'innovation technologique a été peu compris et peu défendu, de même que les possibilités de voir des acteurs multiples collaborer à la conception de nouveaux produits et services. En conséquence, la politique internationale sur la révolution de l'information est passée de quelques options mal étudiées, sans qu'on ait accordé suffisamment d'attention à la complexité du changement social et économique ou à la diversité des réactions locales. Le paradigme dominant a été celui d'un processus mondial uniforme et linéaire auquel les pays devaient s'adapter, s'ils ne voulaient pas être condamnés à l'échec.

³ Les sections qui suivent sur le discours des institutions, le discours des universitaires et leur articulation sont empruntées à Mike Powell. 2003. *UNRISD Social Impact of Information Technology Programme: Perspectives Past and Present*. Document de travail établi pour l'atelier, ronéo, UNRISD, Genève.

D'autres approches ont retenu quelque attention. Le Plan d'action du Groupe d'experts sur l'accès aux nouvelles technologies ou GEANT (en anglais DOT Force⁴), en particulier, accorde une certaine importance à la valeur du contenu local et de l'innovation technique, et il existe divers plans de financement pour promouvoir ces activités. Mais le processus qui consiste à collationner les activités locales, à en tirer des leçons et à en étudier les éléments qui pourraient servir à l'élaboration de politiques distinctes et adaptées—même au niveau local—fait presque toujours défaut. La perspective de voir les leçons de ces activités—ou l'impact potentiel des politiques mondiales sur elles—pris en considération dans l'élaboration de politiques et d'accords mondiaux est encore plus lointaine. En ce sens, le processus de prise de décision touchant aux TIC et au développement n'est pas différent de ce qu'il est dans d'autres domaines du développement. Les méthodologies participatives se heurtent souvent à des plafonds de verre politiques.

Discours des universitaires

Du point de vue d'un profane souhaitant s'informer sur ces changements profonds censés se répercuter sur sa vie et leur donner un sens, les réponses universitaires à la révolution de l'information et à la société de l'information sont problématiques pour diverses raisons. Premièrement—et il n'y a là rien d'étonnant vu l'importance du phénomène—le sujet est étudié dans une multitude de disciplines, mais aucune ne peut proposer une interprétation globale de ce qui est en train de se produire. Ces disciplines vont des dernières nées (économie de l'information, études sur la société de l'information et sur les nouveaux médias), à celles relativement nouvelles mais toujours en évolution (études des médias et de la communication, études culturelles, informatique, études de l'information, études du développement, études de l'organisation et des entreprises) jusqu'aux traditionnelles (géographie, économie, sciences politiques et sociales). Deuxièmement, des problèmes de communication bien réels existent entre les disciplines, au-delà même des rapports de force: elles risquent d'avoir peu de connaissances de base et d'approches en commun. Troisièmement, et c'est peut-être ce qui est le plus important, le terrain d'entente pour définir exactement le phénomène à étudier est très restreint: nouvelles relations sociales, nouvelle économie, nouvelles technologies, systèmes informatiques ou réseaux? Et si un manque de clarté persiste pour discuter de la révolution de l'information ou de la société de l'information en général, l'incertitude grandit encore lorsque s'y ajoute la perspective du développement. Celle-ci s'effectue sous les angles les plus divers, depuis celui-ci des TIC, vues comme un aspect d'une mondialisation entraînée par les capitaux, à une réflexion plus approfondie sur les développements informationnels à l'intérieur comme entre des communes et leurs incidences sur les stratégies locales de développement, en passant par une série de scénarios dans lesquels le développement est conçu comme rattrapage du retard accumulé.

Enfin, tout débat qui inclut les notions de société ou d'économie du savoir appelle une définition explicite du savoir. Le savoir est-il la "croyance avérée" de la science occidentale traditionnelle, postérieure à l'époque des lumières ou est-ce une entité plus complexe, globale et adaptable, comme l'estiment de plus en plus les critiques féministes et autres, de l'objectivité scientifique? Avant de parler du savoir et du

⁴ La DOT Force, créée à la suite du Sommet du G8 de 2000, devait définir des moyens concrets de combler la fracture numérique entre les pays industrialisés et les pays en développement, et de veiller à ce que les pays en développement participent pleinement à la construction d'une société de l'information vraiment mondiale.

développement ou des sociétés du savoir ailleurs dans le monde, il faudrait tout au moins clarifier la question du sens donné au savoir dans le discours: les conceptions occidentales sont-elles les seules prises en compte? Il est certain qu'aux débats déjà anciens sur les diverses approches philosophiques du savoir, doivent s'ajouter des débats plus modernes sur le savoir comme marchandise, produit ou bien public.

Articulation

Comme le laisse à penser la multitude de revues et de conférences, les recherches sur les divers aspects de la révolution de l'information ne manquent pas, ni les initiatives tendant à rassembler des chercheurs. Mais elles n'ont pas encore réussi à articuler les divers travaux universitaires réalisés sur le sujet et à les présenter sous une forme qui les rende compréhensibles et accessibles. Cette articulation et mise en forme n'est pas synonyme de désir ou d'attente d'unanimité ou de consensus. Elle traduit le besoin d'une espèce de topographie permettant de situer les diverses opinions et débats proposés et de faire apparaître les relations entre eux. Elle illustre aussi les avantages que présente un langage commun—des concepts et une terminologie employés dans le même sens—ou du moins l'habitude d'expliquer ce que l'on entend lorsqu'il existe plusieurs acceptions pour un même terme.

L'articulation est aussi facilitée par le travail en réseau. De nombreux réseaux de chercheurs existent dans ces domaines, bien que les réseaux réellement multisectoriels, réunissant des spécialistes et des responsables politiques, soient moins fréquents. Beaucoup ont une durée de vie limitée, d'autres s'intéressent à une question très spécifique ou ont des objectifs plutôt flous. Au moment d'organiser cet atelier, l'UNRISD avait connaissance d'un certain nombre de réseaux, de listes de diffusion et de forums électroniques de discussion portant sur des sujets connexes, mais d'aucun qui réussisse à répertorier l'ensemble des actions et réactions sociales dans une société de l'information et à en donner une interprétation cohérente.

Recherches sur la société de l'information dans les sciences sociales

Par rapport à ce qu'on pourrait attendre dans des domaines plus confirmés, le savoir sur les sources des recherches et les écrits sur les développements informationnels tend à se trouver chez certains individus, qui le tiennent non seulement de leur formation dans une discipline particulière mais aussi de leur expérience personnelle et de leur connaissance des réseaux. Le document de travail établi par Tommi Inkinen pour l'atelier visait à donner une vue d'ensemble objective des recherches faites par les sciences sociales dans ce domaine.

Thèmes communs

Le document dégage certains concepts et questions essentiels, à commencer par la notion de "société de l'information et du savoir" et retrace les divers usages et sens donnés aux expressions de société de l'information, de société du savoir et de société post-industrielle dans les recherches sociologiques. Ces expressions perdent de leur valeur descriptive parce qu'elles sont employées pour désigner des questions d'une diversité presque infinie. "Nos sociétés sont-elles en réalité des sociétés de service, du savoir, de l'information ou du savoir-faire? La réponse à cette question reste à trouver.

Dans le document de Tommi Inkinen, qui s'intéresse surtout aux divers acteurs qui font usage des TIC et aux relations entre eux, l'expression la plus fréquemment employée est celle de société de l'information. Selon lui, ces acteurs sont des

organismes publics, des entreprises et des citoyens qui, par leurs interactions, refont leur communauté et leur société. Par "recherches des sciences sociales sur la société de l'information", on entend des travaux qui évaluent les changements sociaux apportés par les TIC, notamment certains aspects du développement régional, la stratification sociale, l'effet de l'activité des entreprises sur les communautés et l'évolution des modes de fonctionnement des organisations.

Dans son document, Tommi Inkinen examine aussi l'emploi de l'expression de "fracture numérique". Bien qu'il reconnaisse qu'elle sert à décrire des divisions dans une société, il l'emploie essentiellement pour désigner des inégalités entre pays dans l'accès aux technologies. Il donne une vue d'ensemble des recherches faites sur l'Observatoire sur la société de l'information, portail Internet géré par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), qui donne accès en ligne à de la documentation sur la société de l'information et ses dimensions éthiques, juridiques, politiques et socioculturelles.⁵ La recherche citée par Tommi Inkinen a conclu que les catégories qui ont le plus attiré l'attention et qui sont le plus discutées par le biais de l'Observatoire sont la fracture numérique, le commerce électronique, la liberté d'expression, les organisations internationales, l'"infrastructure" et le respect de la vie privée par-delà les frontières.⁶ Il note que le nombre des sujets relatifs à la propriété intellectuelle représente moins du cinquième de ceux qui ont trait à la fracture numérique.

L'expansion rapide de l'usage de l'Internet et les débouchés nouveaux ainsi ouverts aux entreprises ont fait naître le concept de "nouvelle économie". Celle-ci ne se rapporte pas seulement aux sociétés qui fonctionnent par le biais de l'Internet, mais plutôt à la production nouvelle et accélérée qu'a entraînée le développement des TIC. Si la nouvelle économie a été un aspect important des discussions sur la société de l'information, il n'y a pas eu d'unanimité sur le point de savoir si elle est ou non en relation avec des processus plus larges de changement économique. Il est hors de doute, cependant, que les TIC ont changé la vie des entreprises dans de nombreux domaines, notamment en mettant à leur disposition des systèmes nouveaux et plus efficaces de guidage et d'évaluation, des facilités et des modalités de travail novatrices leur permettant d'alléger considérablement leur organisation. Il importe de comprendre l'économie de ces changements comme condition préalable au développement de la mondialisation de la société de l'information.

Les questions d'égalité entre les sexes sont aussi en jeu dans la société de l'information. On ne voit pas encore très bien dans quel sens s'oriente le changement et personne ne peut dire à l'heure actuelle si les TIC atténueront ou exacerberont les divisions entre les sexes dans la société. Des éléments tendent à prouver, cependant, que les femmes ne sont pas aussi étroitement associées que les hommes au "projet de développement de la société de l'information".

On a assisté à la fin des années 90 à une explosion du nombre des publications consacrées à l'étude théorique des "communautés virtuelles" et des recueils d'essais dont l'argumentation n'était pas solidement ancrée dans une étude empirique du rôle social des TIC. Les médias, généraux et spécialisés, ont aussi beaucoup traité de ces

⁵ <http://portal.unesco.org/ci/fr>

⁶ Inkinen cite I. Tuomi. 2001. "From periphery to center: Emerging research topics on knowledge society." *Technology Review* No. 116. Sitra, Helsinki.

questions. Depuis l'éclatement en 2000 de la bulle "point-com" sur les marchés boursiers mondiaux, l'idée de "changement virtuel" a beaucoup perdu de sa séduction. Selon Tommi Inkinen, les effets de l'Internet, par exemple, ont été dans la plupart des cas largement surestimés, parce que les données empiriques relatives aux usages faits des TIC étaient limitées et que la plupart des écrits étaient donc de nature théorique. Pourtant, dans les milieux universitaires, la notion de virtualité a enrichi la théorie sociale d'idées nouvelles.

Les arguments de la communauté virtuelle sont liés à un autre thème populaire des années 95 et suivantes, celui de "l'identité et du Net", qui se rapporte à l'usage que les individus font des réseaux, au caractère désincarné de l'utilisateur et de la possibilité de créer soi-même son propre réseau, son "moi-réseau".

Ressources existantes

Tommi Inkinen décrit ensuite brièvement, dans son document, plusieurs approches sociologiques importantes sur la société de l'information, en particulier celles de Frank Webster et de Manuel Castells qui ont fait œuvre de pionniers. Il examine ensuite plusieurs rapports relatifs à la société de l'information et aux politiques à appliquer en la matière, notamment le Rapport mondial sur le développement humain 2001, *Mettre les nouvelles technologies au service du développement humain*.⁷ Ce rapport explique en détail les raisons pour lesquelles le développement technologique n'aboutit pas nécessairement à une distribution inégale des revenus dans l'économie mondiale mais relève en particulier les points suivants (pp. 1–8).

- Le marché est un puissant moteur de progrès technologique, mais pas suffisant pour créer et diffuser les technologies nécessaires à l'éradication de la pauvreté.
- Les pays en développement peuvent retirer des bienfaits particulièrement importants des nouvelles technologies, mais doivent aussi affronter des défis très considérables en termes de gestion des risques.
- Les politiques nationales ne peuvent suffire à compenser les insuffisances du marché à l'échelle planétaire. De nouvelles initiatives internationales et une utilisation équitable des règles mondiales sont nécessaires pour mettre les nouvelles technologies au service des besoins les plus urgents des pauvres.

Malgré ces avertissements, le rapport tend à conclure qu'aucun Etat, aucune société ou

预览已结束，完整报告链接和二维码如下：

https://www.yunbaogao.cn/report/index/report?reportId=5_21273

